

donc pas non plus comprendre mes œuvres et mes intentions. Tout au plus le feront-ils dans un avenir lointain, quand il sera peut-être déjà trop tard. »

De même les belles paroles sur sa patrie, dans la lettre de Maximilien à l'empereur François-Joseph, n'étaient pas un reflet de ses pensées les plus secrètes, car en réalité il ne jugeait pas très favorablement la situation en Autriche. Grillparzer avait adressé en ce temps une lettre très cordiale à Maximilien, dans laquelle il le remerciait pour une distinction mexicaine et louait hautement l'œuvre gouvernementale de Maximilien. Cette approbation fit grand plaisir à Maximilien qui voyait en Grillparzer un esprit supérieur et il écrivit à ce sujet à son amie de jeunesse, la baronne Binzer (1), que cette approbation était pour lui « un stimulant pour l'avenir » et lui donnait « de nouvelles forces et de la persévérance ».

« Grillparzer ne se doute certainement pas de la grande joie et de la consolation qu'il m'a procurées. Je suis affligé que le niveau des autres poètes baisse, comme vous me le dites dans votre lettre intéressante, mais malheureusement tout chez nous semble baisser plus ou moins et le peu de supériorité qui brillait ci et là, disparaît de plus en plus pour faire place à la grande médiocrité. Il en a toujours plus ou moins été ainsi en Autriche. L'Autriche ne meurt pas pour cela, mais se traîne comme un malade atteint d'un mal interminable, pleine d'ennui et de tristesse. »

L'attitude de l'Autriche et de son empereur resta, dans toutes les circonstances et dans tous les événements relatifs au Mexique, complètement passive, d'où le sans-gêne avec lequel on attaquait Maximilien, car on pouvait toujours dire à l'ambassadeur autrichien : « Ceci ne regarde pas l'Autriche, puisqu'elle s'est tenue, dès le début, éloignée de tout ce qui concerne le Mexique. »

Ainsi, le 12 février 1865, l'ancien ambassadeur de l'Union à Londres, le ministre de la Marine Bancroft, prononça un discours lors d'une solennité à la mémoire de Lincoln, qui avait été assassiné, dans lequel il parla peu de Lincoln, mais fit dérouler devant les yeux de son auditoire les derniers événe-

(1) Empereur Maximilien à la baronne Binzer, 3 février 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

ments de la politique extérieure. Bancroft en vint aussi à parler du Mexique et désigna son empereur pour la première fois en l'appelant « l'aventurier autrichien », puis simplement « l'aventurier ». Le baron de Wydenbruck se sentait comme au pilori, son premier mouvement fut de se lever pour quitter la salle d'une manière brusque. Mais il se souvint des instructions reçues et du « rôle passif » qu'on lui avait recommandé de jouer, et, bien qu'il se sentît outré, il resta tranquillement assis. Lorsqu'il se plaignit plus tard à Seward, celui-ci lui répondit qu'il n'en avait pas le droit, puisque le cabinet de Vienne avait déclaré si souvent être tout à fait étranger aux événements du Mexique. Seward fit comprendre d'une manière assez peu polie que la chose ne le regardait pas, qu'il approuvait Bancroft et que Maximilien n'avait qu'à quitter le Mexique (1).

L'évacuation du Mexique, annoncée par Napoléon, loin de contenter l'Union, la rendit encore plus exigeante. Si on avait jusqu'à présent simplement demandé que les troupes françaises fussent rappelées, on demandait maintenant que le délai fixé fût abrégé. A plusieurs reprises, Seward fit remarquer que cette monarchie érigée sur les ruines de la république devait être regardée comme un danger pour les institutions républicaines de l'Amérique du Nord. De sérieuses manifestations de la part du Sénat, de la Maison des représentants et de la presse soutenaient ses démarches. L'attitude de l'Union devint de plus en plus menaçante. Maximilien fut simplement regardé comme un lieutenant de Napoléon, qui devait également partir lorsque les troupes françaises seraient rappelées.

Malgré tout Maximilien, comme jadis, lors de l'acceptation de la couronne, il avait compté sur l'appui de l'Angleterre, espérait toujours en la possibilité d'une entente et était fermement résolu d'y travailler de toutes ses forces.

La communication catégorique de Napoléon à Maximilien sur le retrait des troupes d'occupation fut suivie bientôt par une semblable de la part du ministre des Finances Fould. Le trésorier français au Mexique reçut l'ordre de fermer une fois pour toutes le compte du gouvernement mexicain. Cette mesure était d'autant plus remarquable que le gouvernement

(1) Baron de Wydenbruck au comte Mensdorff, 13 février 1866. Vienne, Archives de l'État.



mexicain, aiguillonné sans cesse par la France, s'était donné la peine de suffire autant que possible aux exigences françaises. Langlais reçut de Fould l'ordre énergique d'interrompre tous les paiements à l'armée mexicaine (1).

Maximilien avait fondé sur Langlais, très capable et d'une ardeur infatigable, de grandes espérances pour le règlement de la situation financière. Son état de santé semblait s'être amélioré et il avait ébauché un plan de réforme très détaillé, dans lequel il était projeté d'augmenter considérablement les recettes et de diminuer énergiquement les dépenses. « J'en viendrai à bout », se dit-il plein de courage. Et dans une conversation avec Pierron (2) : « L'empereur sera obligé de relever ses manches et de mettre la main à la pâte comme nous autres. S'il fait ce que je lui propose, je me fais fort de le sauver. Sinon je me retire. »

L'empereur aimait un tel langage et il espérait arriver, malgré les ordres contradictoires de Paris, à une solution heureuse. Il était d'autant plus content des projets de Langlais que celui-ci cherchait visiblement à prendre les intérêts du Mexique. Langlais savait très bien que les financiers français et anglais avaient fait des torts considérables au pays à propos de l'émission de l'emprunt mexicain et de l'usage qu'on en avait fait.

Quelques heures après avoir prononcé ces paroles encourageantes, Langlais mourut le 23 février 1866 d'une attaque d'apoplexie et les espérances basées sur cette personnalité sympathique et capable s'écroulèrent. Il avait bien laissé une sorte de testament concernant la politique financière, mais il manquait la tête capable de l'exécuter. Il fut remplacé par des hommes qui sauvegardaient uniquement les intérêts de la France et ne travaillaient que pour elle. Avec un tel système on ne pouvait naturellement pas mettre de l'ordre dans les finances mexicaines, mais il est permis de douter que même un homme aussi capable que Langlais ait pu, vu les circonstances, arriver à y porter remède.

L'empereur Maximilien se laissait facilement séduire par

(1) Voir GAULOT, II, p. 270.

(2) Édouard Pierron à l'empereur Maximilien, Mexico, 3 février 1866. Vienne, Archives de l'État.

les nouveaux conseillers qui étaient bien élevés et faisaient de grandes promesses. Il avait en eux une confiance trop grande, confiance qui, il est vrai, pouvait tout aussi subitement devenir le contraire. Les optimistes étaient toujours les bienvenus auprès de lui et même si leurs prédictions ne se réalisaient pas, il leur gardait quand même un coin dans son cœur. Ainsi il ne pouvait non plus se défaire complètement de Gutierrez. Dans un certain sens il croyait lui être redevable, et quoique cet homme se gardât bien de mettre les pieds sur la terre brûlante du Mexique, il continuait toujours la correspondance avec lui.

Dans les premiers jours de janvier 1866, Maximilien lui avait dépeint d'une façon très optimiste les progrès réalisés dans la réorganisation de la justice et de l'armée (1). Peu de temps après il lui exprimait son regret et celui de l'impératrice que « leur bon Gutierrez (2), un de leurs meilleurs amis », soit séparé d'eux par une si grande distance et partant dans l'impossibilité de les aider de ses conseils dans des moments difficiles. « Pourquoi, demandait l'empereur, ne vous décidez-vous pas à venir avec vos fils dans notre douce et belle patrie?... Le voyage est de nos jours si facile, en vingt-trois jours vous pouvez, sans vous fatiguer, aller de Paris à Mexico. Vous pouvez être sûrs que nous vous recevrons les bras ouverts. »

Ces deux lettres se croisèrent avec une de Gutierrez (3). C'était la réponse à la lettre dans laquelle Maximilien avait dit des vérités si crues au Mexicain. La lettre de Gutierrez avait cent douze pages, pleines d'emphase, dans laquelle il expliquait à l'empereur en combien de questions importantes il ne partageait pas son opinion. Il ne comprenait pas que Maximilien pût dire que jusqu'à présent il n'y avait pas eu de monarchie au Mexique, que la domination tricentenaire des vice-rois n'avait été que celle de pachas despotiques et que l'Espagne avait seulement régné au Mexique par la frayeur, l'isolement et les baïonnettes. Gutierrez défendait l'Espagne, qui avait

(1) Maximilien à Gutierrez, 5 janvier 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

(2) Maximilien à Gutierrez, 16 janvier 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État.

(3) Gutierrez à Maximilien, 12 janvier 1866. Original, Vienne, Archives de l'État.



si longtemps tenu sa patrie en dépendance, parce que c'était la puissance catholique.

Il était outré des paroles de Maximilien, disant qu'au Mexique il n'y avait jamais eu les moindres notions de monarchie et de dynastie, qu'il n'y avait pas de majorité catholique et que la plupart étaient indifférents. Il dit à l'empereur de s'adresser à l'épiscopat mexicain pour y chercher aide et conseil, car cette corporation, tout comme le clergé en général, n'était sûrement pas comme l'empereur la représentait. Il n'avait pas besoin de « purification » et était, il le savait, à la hauteur du meilleur épiscopat d'Europe. Le Mexicain émettait l'avis qu'il pouvait très bien y avoir la liberté politique sans tolérance en questions religieuses. La tolérance d'autres cultes est une déclaration de guerre contre le culte national. Il s'élevait violemment contre l'affirmation que le parti conservateur n'était qu'une minorité et disait que les autres soi-disant partis n'étaient composés que de « politiciens égoïstes ». Ce n'était pas seulement le parti conservateur et monarchiste qui avait préparé jadis la réception brillante à Mexico, non, ceci avait été le fait de la nation tout entière. Mais Maximilien veut tout faire par lui-même et avec ses propres doctrines, ce qui lui a aliéné tous les partis. Sans doute, l'intervention étrangère était un moment pénible, mais elle était exécutée par le peuple le plus cultivé d'Europe et destinée à être remplacée le plus tôt possible par une armée nationale mexicaine. L'intervention française ne devait être qu'une force auxiliaire à côté du mouvement national. C'était un grave défaut que d'avoir attendu si longtemps avant d'organiser l'armée mexicaine.

En ce qui concerne le reproche au sujet de sa longue absence, ceci ne change en rien les choses. Si la nouvelle génération est d'un autre avis que lui, elle ne fait par là que donner une preuve de sa « jeunesse sans expérience » ! Gutierrez soulignait qu'il avait déjà, dans sa lettre du 10 avril 1865, prié de vouloir changer le cours politique, car, si cela ne se faisait pas, ce serait un danger pour le trône. Ceci semble devoir se réaliser déjà maintenant, il connaît pourtant son pays bien qu'il n'y habite pas. Maximilien était resté un étranger dans le pays, de là le conflit du Mexique et de la France avec les États-Unis. Les Mexicains avaient choisi un prince qui descendait d'une dynastie

catholique, qui avait fait un voyage en terre sainte et qui était allé à Rome pour obtenir la bénédiction du pape. Ils ne devaient pas être maintenant déçus par son attitude.

La lettre revenait sans cesse sur les mêmes choses en périodes interminables. Maximilien devait se jeter dans les bras de cette fraction des conservateurs, dont Gutierrez était le représentant le plus rigide. Là seulement était le salut. Gutierrez était à ce point inguérissable que malgré tout ce qui s'était passé il défendait encore Santa-Anna et le donnait comme exemple à l'empereur.

L'empereur, dont les vues libérales étaient contraires à celles de Gutierrez, fut d'abord outré de cette lettre. Mais le manque de succès évident de ses mesures gouvernementales libérales qu'il ne voulait quand même avouer vis-à-vis de personne, l'amena pourtant à répondre aux explications du Mexicain ultramontain d'une façon très détaillée, bien que sous forme d'une polémique énergique et sarcastique. D'où une lettre également très volumineuse de l'empereur (1), qui débutait par l'affirmation, que bien des prédictions faites dans sa lettre, écrites il y a un an, semblaient être justifiées de la façon la plus heureuse, et ce n'était qu'à cause des victoires de l'Union et du changement subit de la grande politique, « un triste fruit de la lâcheté des grandes puissances européennes », qu'elles ne s'étaient pas réalisées complètement.

Maximilien essayait de démontrer que même les conservateurs étaient contents de son régime libéral, et il se montrait indigné du mépris de Gutierrez pour les Aztèques et leur empereur. Avait-il complètement oublié le haut degré de civilisation que ce peuple avait atteint avant l'arrivée des conquérants espagnols ? Alors il n'y avait pas de bandits, par contre le commerce et l'industrie florissaient dans des villes superbes et de riches hameaux. Gutierrez disait : « Et les sacrifices humains ? » mais qu'il se souvienne donc des victimes, brûlées vives, par ordre de l'Inquisition, spectacle auquel assistèrent les souverains d'Espagne, accompagnés de leur cour et de tous leurs dignitaires. D'innombrables victimes furent sacrifiées à la soi-disant gloire de Dieu. Gutierrez disait encore que les Espagnols avaient apporté le christianisme. Oui, mais

(1) Maximilien à Gutierrez, 19 mars 1866. Vienne, Archives de l'État.



seulement pour exploiter le pays durant trois cents ans. La splendeur de l'Escurial (1) est un témoin de l'argent soutiré à ce pays. C'était une mauvaise monarchie qui n'avait engendré que des révoltes et la révolution et forcé le peuple à chercher un refuge dans la république, forme gouvernementale qui ne lui convenait pas.

Maximilien combattait ensuite très énergiquement l'affirmation de Gutierrez que le peuple du Mexique n'était pas superstitieux. Elles ne prouvait qu'une chose, à savoir qu'il était déjà tout à fait « européenisé ». S'il venait au Mexique, il verrait qu'un nombre considérable de gens vénéraient la madone de la Guadeloupe comme une déesse, supérieure à Dieu, que dans les cercles les plus vastes régnait une idolâtrie presque païenne, qu'on payait par exemple très cher des billets, ayant la faculté de délivrer les âmes du purgatoire, et autres choses encore. En traitant la question de tolérance, Maximilien dit qu'il était d'un tout autre avis que Gutierrez et qu'il le resterait toujours. Il lui fit remarquer encore une fois les 2 000 lieues espagnoles qui séparaient le Mexicain de sa patrie et les vingt-cinq années écoulées depuis son dernier séjour. Il exprima de nouveau l'espoir que Gutierrez viendrait à Mexico afin de modifier ses idées. La remarque du Mexicain, qu'il y avait trop peu de conservateurs au cabinet, prouvait combien peu il connaissait son pays et ses compatriotes. Les gens honnêtes avaient depuis longtemps confiance dans son gouvernement. Par contre, on avait dû chasser de son poste Don Antonio Moral, que Gutierrez avait toujours nommé un honnête homme, parce qu'on avait remarqué qu'il était en correspondance secrète avec les juaristes. Maximilien partageait le regret de Gutierrez au sujet des retards apportés à la réorganisation de l'armée mexicaine. Il le devait, écrivait-il, uniquement à la résistance tenace du maréchal Bazaine et de l'armée française, mais il s'étonnait que Gutierrez, qui avait tout d'abord émis le principe « Jésuites et Suisses », était soudain un ennemi des armes étrangères.

« Je dois dire avec la franchise d'un soldat, écrivait Maxi-

(1) Superbe château de plaisance et couvent, construit par Philippe II à la suite d'un vœu fait le jour de la bataille de Saint-Quentin (la Saint-Laurent 1557). En souvenir du genre de mort de saint Laurent, le château est construit en forme de gril.

milien, que jusqu'à présent le maréchal français a travaillé nuit et jour avec mille intrigues, ordres et contre-ordres pour rendre impossible une bonne et définitive organisation de nos braves troupes. N'oubliez jamais, mon cher ami, que la politique française a toujours tenu à ce que le Mexique soit faible en deux points essentiels pour un pays, l'armée et les finances ».

L'empereur soulignait qu'il pourrait prouver ceci par des documents. La situation dans la politique extérieure est sans doute critique. On le doit à la lâcheté de la « vieille Europe », lâcheté qui se vengerait encore et qui était une souillure dans l'histoire de ce continent. On ne pouvait nier le fait que les grandes puissances d'Europe s'étaient retirées devant le jeune colosse républicain. Malgré tout, il ne perdait pas l'espoir. Justement le consul général autrichien à New-York, Loosey, avait été à Mexico, « un homme très capable qui avait apporté de bonnes nouvelles ». Maintenant on pouvait entreprendre le règlement des relations avec l'Union et arriver à un concordat. En complète méconnaissance de sa propre puissance, l'empereur écrivit : « Je saurai protéger et faire avancer le pays et, si la paix n'est pas possible, nous saurons défendre notre indépendance en bons Mexicains, prêts à sacrifier tout pour notre patrie bien aimée. » Gutierrez ferait bien de ne plus parler de Santa-Anna, qui était un traître, un charlatan, un « polichinelle politique ». Les Français, il fallait en convenir, n'avaient plus rien fait depuis la victoire de l'Union, et il serait possible que certains chefs français ne fassent rien intentionnellement par haine contre Napoléon. Il ne nommait personne, mais il était évident que Maximilien faisait allusion à Bazaine. Il voulait par tous les moyens nuire à Bazaine, le rendre suspect et de cette manière préparer son rappel.

« Ma politique et mes principes, écrivait l'empereur, sont depuis longtemps connus de tout le monde et je ne les ai jamais changés. Celui qui m'a vu en Italie a pu comprendre ce qu'il en serait au Mexique. Déjà en Italie j'étais un ami des réformes de ce siècle et pour l'abolition des abus religieux. Là, il est vrai, on ne ressentait pas le « choc » si fortement parce que j'avais pour moi la majorité la meilleure du clergé de la Lombardie, avant tout le célèbre évêque de Pavie, et ensuite, grâce à mes efforts, aussi le cardinal de Venise. Je n'ai eu de grandes difficultés qu'avec l'évêque de Brescia, un fanatique dur et



peu doué. Le pape me donna raison alors, tout comme il me donnera raison contre certains fanatiques de notre pays.

Le reste de la lettre était presque uniquement consacré à se défendre contre les observations de Gutierrez, lui disant d'être un bon prince catholique. Il l'était, l'avait toujours été et le serait toujours ! Il avait sa chapelle privée au palais national de Mexico ; à Chapultepec, on en avait construit une et dans l'église de Cuernavaca il possédait son propre oratoire. Trois ecclésiastiques sont en permanence à la cour, un jésuite est le prédicateur de la cour, et la fête de Sainte-Marie de la Guadeloupe est célébrée, chaque année, avec une pompe inouïe. Il est allé, dans le temps, contre le désir de Napoléon, à Rome pour obtenir la bénédiction du pape, et une de ses premières mesures comme monarque a été d'envoyer une députation aux lieux saints en Palestine. Il n'y a que certaines pratiques que lui et l'impératrice ne peuvent suivre, tels que les neuvaines, les récitation du rosaire et les flagellations nocturnes, car ce sont des dévotions auxquelles il n'a jamais été habitué.

Toute la lettre montrait bien que Maximilien maintenait toujours ses principes et prouvait qu'il avait encore son vieux défaut de croire seulement en celui, qui devait parler à son gré, et de tenir celui-là seul pour capable, comme par exemple le consul général Loosey. Mais, d'un autre côté, la lettre démontrait aussi, par sa défense touchante contre les reproches de Gutierrez, combien l'empereur était ému par tout ce que lui disait Gutierrez. Bien qu'il fût *a priori* d'un autre avis que lui, l'empereur commençait pourtant à hésiter et à se demander s'il n'aurait pas dû, dès le début, suivre tous les conseils, si durs qu'ils aient pu paraître. En tous cas, il n'en voulait pas à Gutierrez et louait, au contraire, sa franchise « née du cœur pur et honnête de son cher ami ». L'empereur le prouva en lui donnant, lors de l'anniversaire de l'acceptation de la couronne, le 10 avril, la « collane » de l'ordre impérial de l'Aigle mexicain, une des plus hautes distinctions.

Mais Gutierrez voulait être payé comptant. Jusqu'à présent, lorsqu'il s'agissait de questions d'argent, il avait toujours mis en avant ses fils. Comme ceux-ci ne recevaient pas les dédommagements pour les biens soi-disant dévastés, il s'adressa lui-même à l'empereur « avec des observations dictées par un devoir sacré et catégorique ». Il faisait ressortir

ses mérites dans la fondation de l'empire et disait que ce qu'il y avait eu de plus précieux dans les « haziendas » rendues à la famille, c'était leur inventaire, et cet inventaire avait été volé et détruit. Ses fils étaient les victimes des vues politiques de leur père et de son dévouement personnel à la patrie, et se trouvaient à présent en face de la ruine.

En vérité, la chose était tout autre : Gutierrez craignait un effondrement, ce qui aurait pour suite une nouvelle perte de ses biens. Il ne pouvait que difficilement les vendre, sans laisser voir à Maximilien combien il voyait l'avenir en noir et son intention de ne jamais retourner au Mexique. Mais la famille de Gutierrez désirait encore continuer sa vie paisible en France et en Italie, et pour cela elle avait besoin des dédommagements demandés. Peut-être aussi aurait-on une fois l'occasion de vendre les biens à l'amiable. Cet homme, qui avait jusqu'à présent semblé enflammé du plus pur amour de la patrie, montrait maintenant qu'il fallait le classer au même niveau que Hidalgo. Tels étaient les deux personnages qui avaient lancé l'idée de l'empire mexicain.

Le capitaine Pierron, adjoint au secrétariat de l'empereur, avait déjà été, avant de prendre connaissance des exigences de nature financière, très choqué de ce qu'on avait donné une distinction à Gutierrez (1). Il était d'avis que c'était sans doute un mérite que d'avoir cru en la monarchie, « mais autre chose est de croire sans rien faire, et autre chose de risquer sa vie. Au moment du danger les bons désirs ne suffisent pas ». Maximilien n'écouta pas ces paroles, comme tout ce qu'il ne voulait pas entendre.

Le conseil toujours renouvelé de Gutierrez, de former un ministère de conservateurs, avait fait une vive impression sur l'empereur qui avait bien vu qu'il ne pouvait se fier à ses conseillers libéraux. Après avoir hésité encore pendant quelque temps, il congédia quatre membres libéraux de son cabinet, parmi eux, Ramirez, et les remplaça par des membres de la fraction conservatrice. Seulement deux libéraux, dont le ministre des Affaires étrangères, Castillo, restèrent à leur poste.

(1) Pierron à l'empereur Maximilien, Mexico, 9 avril 1866. Vienne, Archives de l'État.



Gutierrez, fidèle à son habitude de faire connaître le contenu des lettres qu'il recevait à des tiers, même s'il s'agissait de lettres intimes, avait tout de suite envoyé la lettre de Maximilien à Napoléon, qui la lut en commun avec l'impératrice et eut de cette façon connaissance de toutes les attaques qu'elle contenait contre la France.

La situation générale en Europe avait entre temps empiré, la codomination si peu naturelle de l'Autriche et de la Prusse sur le Schleswig-Holstein devait finalement amener un conflit entre les deux États, d'autant plus que Bismarck croyait le moment propice pour régler, par la force des armes, la question de la prépondérance en Allemagne. Déjà il était entré en relations avec l'Italie pour avoir une alliée contre l'Autriche et avait commencé à Paris son jeu habile, afin d'amener Napoléon, par des allusions et des promesses, à observer, les bras croisés, la lutte entre l'Autriche et la Prusse. Toute l'Europe et surtout Paris, où se décidait pour ainsi dire le sort du continent, se trouvait dans un état de nervosité latente. Drouyn de Lhuys dit à cette époque que la France avait le sentiment d'avoir les mains liées par l'expédition mexicaine et que cette situation était de toutes la plus odieuse pour l'esprit français.

Napoléon III devait être sur ses gardes pour conserver sa position prépondérante en Europe. A Paris arrivaient sans cesse des nouvelles sur les préparatifs de guerre du côté de la Prusse, nouvelles qui entretenaient une agitation perpétuelle. Napoléon se séparait de plus en plus de l'entreprise du Mexique, et l'envie le prenait de la liquider aussi vite que possible. Dans de tels moments il prenait la plume et écrivait à Bazaine. Ainsi il lui dit, dans sa lettre datée du 16 février 1866 (1), qu'il devait, ensemble avec Langlais, prendre entre ses mains la direction de toutes les affaires publiques, à savoir l'armée et les finances. Il devait rester à Maximilien un appui aussi sûr que possible. A cette fin, il fallait organiser la légion étrangère française et la compléter par les troupes des corps autrichiens et belges, qui devaient être dissous. Les dépenses pour l'armée devaient être à la charge de la France jusqu'à la fin de 1867, mais à condition que les corps d'armée seraient soumis au commandement de Bazaine et que les douanes les plus impor-

(1) Napoléon III à Bazaine. Paris, 16 février 1866, GAULOT, II, p. 256.

tantes seraient entre les mains des Français. En outre, Napoléon conseillait d'organiser l'empire en une fédération, chose tout à fait impraticable, vu l'état des choses. Mais la question principale que traitait la lettre de Napoléon était celle des finances. Il voulait encore pendant longtemps garder les douanes dont la moitié des revenus devait appartenir à la France. A cette fin, quelques milliers de soldats devaient encore rester aux douanes de Vera-Cruz, Tampico, etc. Il était peu question de Maximilien, Napoléon disait seulement qu'il devait restreindre autant que possible son train de vie et ne pas faire des comparaisons avec l'empereur des Français. La lettre était de la pure théorie et montrait de nouveau à Bazaine combien il importait à Napoléon de se tirer aussi bien que possible de l'affaire mexicaine, surtout au point de vue financier.

Si Maximilien avait pu lire les dernières lettres de Napoléon à Bazaine, il ne se serait plus fait d'illusion. Car jusqu'à présent il était persuadé de l'amitié et de la fidélité de Napoléon. Pourtant déjà la lettre du 15 janvier aurait dû lui ouvrir les yeux, mais Maximilien ne voulait pas croire que Napoléon pensait sérieusement à le laisser en plan. « Il me semble impossible, écrivait-il alors, que le monarque le plus sage de ce siècle et la nation la plus puissante du monde se retirent d'une façon peu digne devant les Yankees (1). »

La réponse de Maximilien, écrite sur un ton blessé, mais quand même digne, avait fait de l'impression sur Napoléon. Avant tout il était pénible à l'empereur des Français que Maximilien lui reprochât d'avoir violé le traité de Miramar. Pour se défendre, Napoléon répondit à Maximilien : « Je dois rappeler à Votre Majesté que c'est elle qui, dans ses communications du mois de décembre dernier, nous a déclaré qu'il n'était plus en son pouvoir d'observer les clauses de ce traité et qu'elle ne pourrait plus désormais, ainsi qu'il avait été convenu, payer les 25 millions, somme destinée à défrayer en partie l'entretien de mes troupes au Mexique... La différence en moins ne sera donc que 5 000 hommes, tandis que du côté de Votre Majesté il y aura un déficit de 25 millions. » L'empe-

(1) Empereur Maximilien à Degollado, brouillon, 8 mars 1866. Vienne, Archives de l'État.



reur disait ensuite comprendre les difficultés nombreuses dont Maximilien était assailli et qu'il avait donné ordre à Bazaine et à Dano de renoncer à la somme de 25 millions que le Mexique aurait dû payer annuellement et à n'en toucher que les intérêts. De même le gouvernement français prendrait, jusqu'à la fin de 1867, à sa charge l'entretien des détachements autrichiens et belges au service de Maximilien, à condition qu'ils fussent placés sous un seul et même commandement.

« Je me borne donc, écrivait Napoléon, à dire très franchement que mon désir le plus vif, comme mon intérêt bien entendu, est que l'empire mexicain se soutienne. Je ferai donc tout ce qui dépendra de moi pour aider Votre Majesté dans la consolidation de son gouvernement qui, pour le moment, doit à mes yeux porter tous ses soins à l'organisation de ses finances et de son armée... Votre Majesté doit comprendre quels sont aussi mes embarras. On n'a jamais bien apprécié en France l'intérêt que nous pouvons avoir à créer au Mexique un grand empire; aussi me serait-il impossible de demander au Corps législatif de nouveaux sacrifices pour une entreprise qui excite tant de préventions et qui pourrait devenir la cause des complications les plus graves. »

Napoléon céda finalement, en un point très important, aux instances du couple impérial du Mexique, en promettant de vouloir bientôt rappeler le maréchal Bazaine en France et de laisser le commandement des troupes au général Douay (1).

Cette lettre avait été apportée à Maximilien par Loysel, revenu de Paris. La tentative d'insinuer à Maximilien, en vue des événements futurs, d'avoir été le premier à violer le traité de Miramar, était pour le moins très attaquant. En effet, dans sa réponse, Maximilien disait : « M. César, sous-secrétaire d'État des Finances, avait démontré à cette époque la difficulté, sinon l'impossibilité de payer à la France les sommes dues par le traité; mais les observations reposaient plutôt sur des considérations de politique que de finances, car, alors comme depuis, la pacification marchait très peu et les ressources des douanes et des impôts commençaient à se tarir d'une manière effrayante. Malgré tout, l'ordre de payer jusqu'au mois de juin

(1) Napoléon III à l'empereur Maximilien, Tuileries, 12 avril 1866. Original, Vienne, Archives de l'État.

de cette année les mensualités fixées par le traité de Miramar a été religieusement donné (1). »

Ces mensualités de plus de 2 millions de francs avaient, en effet, été payées ponctuellement à la France, de sorte que le gouvernement mexicain n'était, au commencement de 1866, en retard que d'un demi-million de francs (2). Il est vrai que les frais de l'intervention française, avec tous les déplacements à troupes, les expéditions et la régie peu économique du commandement, augmentaient toujours et n'étaient, depuis longtemps, plus couverts par les sommes prévues par le traité de Miramar. Mais il y a une chose que Napoléon ne devait pas faire, c'était, à un moment où il était déjà pleinement résolu à tourner le dos au Mexique, de donner à l'empereur Maximilien l'assurance de son appui. Les paroles « ce qui dépendra de moi » lui donnaient la facilité de trouver une excuse s'il ne remplissait pas ses promesses. Néanmoins, ces paroles devaient éveiller de nouveaux espoirs en Maximilien qui, comme Napoléon le savait, se cramponnait à chaque brin de paille. Mais peut-être que Napoléon croyait alors réellement encore que Maximilien pourrait se maintenir sans les troupes françaises. Du moins les rapports de Bazaine l'autorisaient à être de cet avis.

L'impératrice Eugénie avait profité du retour de Loysel au Mexique pour faire à Maximilien et à Charlotte différentes observations sur leur conduite envers la France et ses ambassadeurs au Mexique. Déjà, en novembre 1865, l'impératrice Eugénie avait écrit à Charlotte sur un ton agacé (3) : « ...Nous avons appris que l'empereur ne désirait pas avoir un Français aux finances et voulait se réserver à lui-même la direction de ce ministère en dehors des démarches faites ici pour décider M. Langlais à partir et la position fautive qu'il trouverait en arrivant, il n'y a rien à dire sur cette résolution. » A cette nouvelle, l'impératrice avait rattaché des observations très sérieuses qui laissaient reconnaître qu'Eugénie et son époux

(1) Maximilien à Napoléon, 18 mai 1866. Brouillon, Vienne, Archives de l'État. Voir aussi DOMENECH, III, p. 386.

(2) Voir SCHMIDT DE TAVERA, II, p. 69, et les documents officiels, publiés par Payno.

(3) Eugénie à Charlotte, Compiègne, 30 novembre 1865. Original, Vienne, Archives de l'État.



rendaient le couple impérial du Mexique responsable de l'état désespéré des finances. Pour d'autres points aussi Loysel dut servir d'intermédiaire. Ainsi l'impératrice se plaignait que le baron Saillard n'ait pas été présenté à Charlotte, et que Maximilien et son épouse aient assisté à l'enterrement du Belge baron Huart, mais non à celui des Français Langlais et colonel Tourre, ce dernier mort à l'occasion d'une incendie. Enfin le couple impérial français laissait deviner qu'on avait publié trop de lois dont peu ont été appliquées. Ceci était la conséquence de ce que Maximilien avait dit qu'il enverrait à Napoléon « plusieurs tomes de lois ».

L'impératrice se défendit d'abord contre les reproches de nature financière (1). Le ton de sa lettre était déjà passablement agacé, elle disait que l'argent était là pour être dépensé, que ni elle, ni Maximilien n'étaient la cause de la situation financière et qu'elle ne pouvait rien changer à cet état de choses. Elle protesta aussi contre les autres reproches dans une lettre (2) qui était encore moins aimable et manquait complètement de ce ton de franche cordialité et de confiance, dominant dans toute sa correspondance, à l'exception des deux dernières lettres. Eugénie se sentit déjà blessée par la première de ces deux lettres et ne le cacha pas à Charlotte (3). Ce fut la fin de la correspondance entre les deux impératrices.

La dernière lettre de Napoléon à Maximilien venait justement de partir de Paris lorsqu'un nouvel émissaire de l'empereur du Mexique, le troisième après Eloin et Loysel, se rendit de Mexico à Paris pour regagner Napoléon à la cause du Mexique ; Hidalgo n'avait rien obtenu, maintenant l'ancien favori de Napoléon, Almonte, devait se jeter sur la brèche. Il reçut des instructions détaillées, qui contenaient l'esquisse d'un traité secret qui devait remplacer le traité de Miramar (4). Les stipulations de ce traité étaient conçues en parfaite mécon-

(1) La copie de cette lettre n'existe pas, le contenu en peut être présumé d'après la réponse d'Eugénie à Charlotte et d'après une remarque de l'impératrice Eugénie.

(2) Charlotte à Eugénie, lettre écrite de sa main, Cuernavaca, 16 mai 1866, Vienne, Archives de l'État.

(3) Eugénie à Charlotte, réponse à la première, Tuileries, 30 mai 1866, Vienne, Archives de l'État.

(4) Instruction et projet du traité, Vienne, Archives de l'État.

naissance de la situation, car elles exigeaient du gouvernement français des choses qui dépassaient encore beaucoup les stipulations du traité de Miramar. Ainsi les troupes françaises devaient rester au pays pour soutenir le gouvernement impérial jusqu'à ce que les intérêts des ressortissants français fussent « garantis » et que le pays fût « complètement pacifié ». Donc pour un temps indéterminé, qu'on avait, il est vrai, dans un codicille évalué à trois ans. Toutefois une diminution pourrait se faire à partir du mois de novembre. Le gouvernement mexicain continuerait à payer 25 millions de francs. On essaya encore une fois de se débarrasser de Bazaine (la lettre de Napoléon n'était pas encore arrivée) et d'obtenir le plein pouvoir du commandement sur l'armée mexicaine, ainsi que sur les chefs français subalternes qui resteraient au Mexique à la place de Bazaine.

Comme l'armée française a été diminuée, disait l'article 8 du traité, et que la plus grande partie des dissidents a disparu, ne laissant que de petits détachements qui n'ont aucun caractère politique, mais tâchent seulement de troubler le calme et la paix, il n'est plus nécessaire au gouvernement de faire de grandes opérations militaires avec le secours des troupes françaises, et partant il ne serait plus compatible avec la dignité du maréchal s'il restait encore à son poste de chef du corps d'expédition, et il faudrait le remplacer par un autre chef du corps d'un rang inférieur. Ce chef aurait, soit pour les dislocations, soit pour les expéditions de ses troupes, à demander les ordres de l'empereur du Mexique. L'article 9 disait : « Vu les grands témoignages de courage et de fidélité donnés par l'armée mexicaine, malgré sa force relativement petite et le fait qu'elle n'a pas encore été organisée, son général en chef recevra à partir de ce jour ses ordres et instructions directement de l'empereur. »

On essayait de faire partir Bazaine et de mettre le commandement entre les mains de Maximilien. On ne savait pas encore que Napoléon avait déjà promis l'éloignement du maréchal et que la transmission du commandement à Maximilien amenait une complication, capable de faire revenir Napoléon sur sa première résolution. L'esquisse du contrat contenait encore d'autres désirs. Les officiers français devaient avoir la permission d'entrer dans l'armée mexicaine avec un grade plus